



Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Communiqué de presse

Conférence de presse

CONFÉRENCE DE PRESSE DU RAPPORTEUR SPÉCIAL SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS DEPUIS 1967, M. RICHARD FALK

« L'occupation prolongée des territoires palestiniens par Israël, depuis 1967, a un coût humain énorme pour chaque Palestinien », a déclaré M. Richard Falk, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.

Au cours d'une conférence de presse donnée, aujourd'hui, au Siège de l'ONU à New York, M. Falk a estimé que « la situation à Gaza reste préoccupante du point de vue humanitaire ». Le blocus représente une forme de « sanctions collectives », interdites par l'article 33 de la quatrième Convention de Genève, a-t-il ajouté.

Malgré son assouplissement, le blocus de Gaza continue de placer la population sous une forte pression psychologique et physique, a-t-il indiqué. Depuis plus de trois ans, la population de Gaza a été prise au piège dans cette petite zone surpeuplée avec pour conséquences l'appauvrissement et le chaos.

Le Rapporteur spécial a mis l'accent sur les impacts négatifs du blocus sur l'économie de la bande de Gaza. Israël continue d'interdire l'exportation de marchandises produites dans la bande de Gaza, détruisant progressivement son économie. Les jeunes ne peuvent plus visiter leurs familles en Cisjordanie ou à Jérusalem, ni étudier dans les universités situées dans d'autres parties des territoires palestiniens occupés, a-t-il fait remarquer.

Le Rapporteur spécial s'est également dit préoccupé par l'extension accélérée de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Rappelant que l'attention s'est concentrée sur Gaza ces dernières années, il a précisé que les conditions réelles de vie de la population en Cisjordanie et à Jérusalem-Est sont parfois pires qu'à Gaza dans certaines zones.

« L'idée d'un État palestinien paraît de plus en plus problématique comme solution », a dit M. Falk. Cette solution exige en effet un renversement substantiel du processus de colonisation, a-t-il souligné. La réalité politique au sein de la population des colons rend cette option non viable.

Il a estimé que l'extension de la présence juive à Jérusalem-Est, par le biais d'une colonisation illégale, des démolitions de maisons, des révoications du droit de résidence des Palestiniens, rendent de plus en plus difficile d'envisager une capitale palestinienne à Jérusalem.

Il a rappelé que l'occupation est considérée comme temporaire et réversible en conformité à la résolution 242 du Conseil de sécurité (1967). « Si les conditions en Cisjordanie et à Jérusalem-Est deviennent irréversibles, il sera alors impossible de réaliser la vision de deux États », a-t-il prévenu.

« Nous faisons face à une impossibilité politique », a dit le Rapporteur spécial. Les politiques d'Israël en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ont transformé l'occupation des territoires palestiniens en « une situation d'annexion de facto ». Dans ce contexte, il est très difficile de faire progresser la vision d'une paix fondée sur le consensus de deux États, basée notamment sur le retrait d'Israël des colonies.

Répondant à la question d'un journaliste sur l'incident de la flottille du 31 mai dernier, M. Falk a déclaré qu'il n'y avait pas d'armes sur les navires. Toutes les études indépendantes le confirment. Il y avait urgence à fournir une assistance à la souffrance de la population, a-t-il dit. L'incident de la flottille a permis, pour la première fois en trois ans, un assouplissement du blocus israélien de Gaza, a-t-il estimé.

* ** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel